



Réseau juridique canadien VIH/sida

Numéro 13

6 janvier 2004

Sommaire

NOUVELLES BRÈVES

- ▶ [Les militants pour les microbicides, traitements et vaccins anti-VIH préparent un ordre du jour commun](#)
- ▶ [Amendement à la loi canadienne sur les brevets : le travail doit continuer](#)
- ▶ [Le Réseau participe à l'ébauche de la Déclaration de Varsovie](#)
- ▶ [Un plan pour le Canada afin de réduire le stigmatisme et la discrimination liés au VIH/sida](#)
- ▶ [Mobiliser les communautés pour agir contre le stigmatisme et la discrimination](#)
- ▶ [Le Thai Network of Drug Users élargit sa collaboration avec le Réseau juridique](#)
- ▶ [Élaboration de politiques anti-discrimination pour les communautés autochtones](#)
- ▶ [Accroissement de la capacité dans la Caraïbe](#)
- ▶ [Efforts conjoints de plaidoyer pour la sécurité du revenu, avec le Groupe de travail canadien sur le VIH et la réinsertion sociale](#)

À L'INTERNE

- ▶ [Glenn Betteridge reste au Réseau](#)
- ▶ [Étudiants stagiaires au Réseau](#)
- ▶ [Bonne année](#)

À VENIR

COMMENTAIRES ET RÉACTIONS

NOUVELLES BRÈVES

Les militants pour les microbicides, traitements et vaccins anti-VIH préparent un ordre du jour commun

Des intervenants et chercheurs communautaires de douze pays ont participé à une consultation d'experts sur la promotion des microbicides, des traitements et des vaccins anti-VIH, à Montréal, du 17 au 19 novembre 2003. Co-parrainée par l'ONUSIDA, l'Initiative OMS-ONUSIDA pour un vaccin anti-VIH/sida, l'Agence canadienne de développement international (ACDI), Santé Canada, l'Initiative internationale pour un vaccin contre le sida (IAVI) et l'International Partnership for Microbicides, cette rencontre a été organisée par le Réseau juridique canadien VIH/sida en collaboration avec deux partenaires : l'AIDS Law Project d'Afrique du Sud et le Conseil international des ONG de lutte contre le sida (ICASO).

Les plus importants fruits de cette rencontre sont une entente, entre militants des trois mouvements, en vue d'un ordre du jour commun fondé sur les principes des droits humains, ainsi qu'un engagement commun à une réaction complète au VIH/sida qui reconnaît le rôle des biotechnologies dans le continuum des soins, des traitements et de la prévention. Par le passé, il est souvent arrivé que des militants doivent rivaliser pour l'obtention de ressources limitées, et travailler l'un contre l'autre plutôt qu'ensemble.

« Nous sommes très enthousiastes devant ces nouvelles avenues de collaboration, a déclaré Anna Forbes, participante à la consultation et coordonnatrice du programme de l'hémisphère Nord de la Global Campaign for Microbicides. Nos remerciements au Réseau juridique. »



Experts internationaux participant à la consultation sur les microbicides, traitements et vaccins anti-VIH, à Montréal

Pour accélérer la recherche et le développement, et favoriser l'accès mondial aux technologies thérapeutiques et préventives en émergence, les participants ont examiné une ébauche de rapport puis discuté de stratégies d'actions conjointes pour les deux ou trois prochaines années. La rencontre a rehaussé le consensus grandissant parmi les militants, à l'effet que traitements, vaccins et microbicides sont des composantes complémentaires et essentielles d'une approche complète de

Le Thai Network of Drug Users élargit sa collaboration avec le Réseau juridique

En novembre 2003, Thomas Kerr, directeur des politiques et de la recherche en santé au Réseau, est retourné en Thaïlande pour poursuivre sa collaboration avec le Thai Drug Users' Network (TDN). En compagnie de Tomiye Ishida, du B.C. Centre for Excellence in HIV/AIDS, il a aidé le TDN à élaborer un manuel de formation par les pairs sur la réduction des méfaits, présenté une série d'ateliers sur les programmes et pratiques de réduction des méfaits et animé des discussions sur les priorités de la réduction des méfaits en Thaïlande. Après ce volet de formation, Thomas et Tomiye ont prêté main forte au TDN dans la mise en oeuvre d'un projet de prévention du VIH/sida et de soins par les pairs, financé par le Fonds mondial de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme. Durant les trois prochaines années, le personnel du Réseau juridique jouera un rôle clé dans l'élaboration et la mise en oeuvre de la composante d'évaluation et de surveillance de ce formidable projet.

► [Haut de la page](#)

Élaboration de politiques anti-discrimination pour les communautés autochtones

Le Réseau juridique fait équipe avec le Réseau canadien autochtone du sida (RCAS) pour l'élaboration d'un cadre de politiques anti-discrimination pour les communautés et organismes autochtones au Canada. Gilbert Deschamps, avocat autochtone qui coordonne le projet au RCAS, explique que l'initiative a pour objectifs « de développer des politiques qui reflètent les approches autochtones de protection des droits humains et qui encouragent les organismes autochtones de lutte contre le VIH/sida à être proactifs dans la protection de ces droits ». Gilbert travaillera avec Theodore de Bruyn, du Réseau juridique, à la préparation d'un guide pratique pour l'élaboration de politiques, à l'organisation d'un atelier de deux jours à l'intention d'organismes autochtones de lutte contre le VIH/sida, et à la promotion de politiques anti-discrimination auprès des communautés et organismes autochtones au Canada.

► [Haut de la page](#)

Accroissement de la capacité dans la Caraïbe

Tel qu'annoncé dans le numéro 11 des *Nouvelles du Réseau*, le Réseau juridique collabore avec le Pan-Caribbean Partnership Against HIV/AIDS (PANCAP) de la Communauté de la Caraïbe (CARICOM), à l'organisation d'une série d'ateliers régionaux de formation pour accroître la capacité de réagir aux

lutte contre le VIH/sida. « J'en suis revenu avec plein d'idées pour améliorer... les activités dans ces trois domaines, au Venezuela, en Amérique latine et dans la Caraïbe », note Edgar Carrasco, représentant du Secrétariat latino-américain et caraïbe de l'ICASO.

La prochaine étape, pour les participants à la rencontre, sera d'élaborer un énoncé conjoint d'engagement à une réaction complète au VIH/sida. Cet énoncé visera à :

- éduquer les intervenants internes et externes, y compris les médias et le grand public, quant au lien entre la promotion des traitements et de la prévention;
- encourager l'usage d'un langage inclusif ainsi qu'une culture organisationnelle non rivale;
- réfuter entièrement les arguments qui privilégient la prévention au détriment des traitements, dans les pays où la prévalence du VIH est élevée;
- reconnaître le rôle spécifique des mesures biotechnologiques dans le spectre des interventions comportementales et structurelles, ainsi que le statut de « bien public mondial » des produits préventifs et thérapeutiques contre le VIH;
- mettre un terme à la présence des traitements et des vaccins (perçus comme des interventions « fiables », de haute technologie) sur les microbicides, et reconnaître la légitimité et la nécessité d'une diversité d'approches; et
- souligner l'importance d'une approche de droits humains dans la promotion des biotechnologies (par opposition aux approches fondées uniquement sur des considérations économiques ou utilitaires).

Le Réseau juridique continuera de coordonner ces efforts; il a déjà écrit à l'Organisation mondiale de la santé et au Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme pour les informer de ce progrès historique dans l'activisme pour les traitements, les microbicides et les vaccins anti-VIH.

Pour plus d'information : l'ébauche de rapport intitulée « Traitements, vaccins et microbicides anti-VIH : élaborer un programme d'action » et d'autres documents liés à la promotion mondiale des microbicides, des traitements et des vaccins anti-VIH sont accessibles sur notre site Web ([cliquer ici](#)). La version finale du rapport et l'énoncé d'engagement commun seront publiés en français, en anglais et en espagnol, en 2004.

► [Haut de la page](#)

Amendements à la loi canadienne sur les brevets : le travail doit continuer

défis juridiques, éthiques et de droits humains soulevés par le VIH/sida dans les pays caraïbes. David Patterson a présenté un second atelier en novembre 2003, à Georgetown, en Guyane, avec l'appui financier de l'ACDI.



Les participants à l'atelier de la CARICOM à Georgetown, en Guyane (novembre 2003).

► [Haut de la page](#)

Efforts conjoints de plaidoyer pour la sécurité du revenu, avec le Groupe de travail canadien sur le VIH et la réinsertion sociale.

Le Réseau juridique a conclu un protocole d'entente avec le Groupe de travail canadien sur le VIH et la réinsertion sociale (GTCVRS), pour la réalisation d'activités conjointes de défense et de promotion des droits et intérêts à la sécurité du revenu dans le contexte du VIH/sida. Le GTCVRS est un organisme national à but non lucratif qui promeut l'innovation et l'excellence en matière de réinsertion sociale en rapport avec la maladie à VIH.

Le GTCVRS et le Réseau ont entrepris séparément des consultations et des recherches sur le VIH en tant que maladie chronique épisodique et sur l'insécurité du revenu pour des personnes vivant avec le VIH/sida au Canada. Le protocole d'entente formalise l'engagement des deux organismes à des efforts de défense et de promotion des droits et intérêts dans une perspective inter-handicaps, qui mèneront à la publication conjointe de recommandations clés, fondées sur un rapport du GTCVRS intitulé *Épisodes imprévisibles de maladie dans l'expérience des personnes vivant avec le VIH/sida : une étude qualitative* (octobre 2003) et sur un rapport à paraître du Réseau juridique (sur l'invalidité et la sécurité du revenu liées au VIH/sida). Pour plus d'information sur ce projet, communiquer avec Glenn Betteridge à gbetteridge@aidslaw.ca. Pour plus d'information sur le GTCVRS, voir www.hivandrehab.ca.

► [Haut de la page](#)

À L'INTERNE

Tel qu'indiqué dans le numéro précédent, le Réseau déploie des efforts pour que la loi canadienne sur les brevets soit amendée de façon à permettre la production, au Canada, de versions génériques de médicaments brevetés pour l'exportation vers des pays en développement. Le 6 novembre 2003, en partie grâce à nos efforts, le gouvernement fédéral a présenté à la Chambre des communes le Projet de loi C-56, qui amenderait la Loi sur les brevets. Nous avons accueilli favorablement son introduction et félicité le gouvernement d'avoir entendu plusieurs de nos préoccupations. Toutefois, nous avons également signalé de graves faiblesses dans le projet de loi proposé, qui nuiraient à son efficacité. Ces préoccupations sont décrites dans notre feuillet d'information intitulé « Amendement à la loi canadienne sur les brevets pour permettre l'exportation de médicaments génériques : Mise à jour – 10 novembre 2003 ».

Lors de l'introduction de la loi, le 6 novembre dernier, nous avons donc mis en garde le gouvernement contre une adoption précipitée du projet de loi au Parlement en une seule journée. Avec nos partenaires, nous avons réclamé avec succès une occasion supplémentaire de discussion et de résolution des faiblesses du projet de loi. Puisque la session parlementaire s'est terminée à la mi-novembre, le projet de loi devra être réintroduit au Parlement au début de la prochaine session. Tandis qu'un porte-parole du premier ministre Paul Martin a récemment déclaré que l'on s'assurerait de la réintroduction « immédiate » du projet de loi dès l'ouverture de la Chambre des communes, il a aussi été rapporté que M. Martin y constatait des « lacunes ». Nous poursuivrons donc nos pressions auprès du nouveau gouvernement afin qu'il règle d'abord les faiblesses du projet de loi, puis procède à son adoption dans les plus brefs délais. Pour plus d'information, ou pour un exemplaire du feuillet décrivant les failles du Projet de loi C-56, [cliquez ici](#).

► [Haut de la page](#)

Le Réseau participe à l'ébauche de la Déclaration de Varsovie

Le 14 novembre 2003, la *Déclaration de Varsovie : un cadre pour des actions efficaces touchant le VIH/sida et l'injection de drogue* a été adoptée à l'issue du 2^e dialogue international sur les politiques sur le VIH/sida. Son objectif est de fournir – enfin – « un cadre pour la mise sur pied d'une réaction efficace qui ralentira et finira par arrêter l'épidémie de VIH/sida chez les utilisateurs de drogue par injection dans le monde entier ».

Le dialogue sur les politiques a été organisé par le gouvernement de la Pologne et parrainé par l'ONUSIDA, Santé Canada, l'Open Society Institute et l'ACDI. Les participants invités étaient notamment des responsables du domaine du VIH/sida et de l'injection de drogue dans des pays transitionnels comme la Pologne, le Tadjikistan et l'Ukraine; des pays en développement comme le Brésil, l'Indonésie et la Thaïlande; et des pays

Glenn Betteridge reste au Réseau

Glenn Betteridge s'est joint au Réseau en février 2003, durant son congé sabbatique. Il occupait alors la fonction d'avocat et directeur juridique par intérim à la HIV/AIDS Legal Clinic – Ontario (HALCO). Il a récemment démissionné de son poste à la HALCO pour poursuivre son travail de chercheur principal au sein de l'équipe des politiques et de la recherche du Réseau. Glenn quittera Toronto, où il travaille présentement avec Richard Elliott dans le bureau d'un petit cabinet progressiste d'avocats, pour s'établir à Montréal. Ralf Jürgens, directeur général du Réseau, commente : « Au début des années 1990, Glenn était un des étudiants de la classe à laquelle j'ai enseigné à la faculté de droit de l'Université McGill. C'est un rêve qui se réalise. Glenn est non seulement un brillant avocat, mais aussi un activiste social engagé. Il apportera beaucoup à notre travail au Canada et dans le monde. »

► [Haut de la page](#)

Étudiants stagiaires au Réseau

Gord Cruess et **Grant Holly**, étudiants en droit à l'Université McGill, effectuent de la recherche et rédigent des articles pour les prochains numéros de la *Revue canadienne VIH/sida et droit*. **David McCombs**, stagiaire de l'Université Concordia dans le cadre d'un cours intitulé « Le VIH/sida : aspects culturels, sociaux et scientifiques de la pandémie », met à jour la base de données de notre Centre de documentation.

► [Haut de la page](#)

Bonne Année

Meilleurs vœux à tous nos membres pour une année 2004 dans la santé et le bonheur, de la part du personnel et du conseil d'administration du Réseau juridique.



Les employés du Réseau (dans le sens horaire, à partir du coin supérieur gauche) : Thomas Haig, Jennifer Nichols, Richard Elliott, William Hamilton, Thomas Kerr, Theo de Bruyn, Elana Wright, Glenn Betteridge

industrialisés comme le Canada, la Suisse et le Royaume-Uni; ainsi que des représentants de quatre agences internationales : l'Organisation mondiale de la santé, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et le Programme des Nations Unies pour le développement.

Ralf Jürgens, directeur général du Réseau juridique, l'un des trois représentants non gouvernementaux, s'est impliqué activement dans l'ébauche de la Déclaration. Il a souligné : « La plupart des pays, y compris le Canada, doivent faire beaucoup plus pour lutter contre les épidémies de VIH/sida et d'hépatite C parmi les personnes qui s'injectent des drogues. Les gouvernements continuent de miser sur des approches que l'on sait inefficaces, comme la « guerre à la drogue », et de négliger l'expansion d'interventions fructueuses de réduction des méfaits qui protègent la santé publique et les droits humains des utilisateurs de drogue. La Déclaration de Varsovie sera un outil précieux de défense des droits que nous devrions tous utiliser couramment dans notre travail. »

La Déclaration de Varsovie est téléchargeable du site Internet de l'ONUSIDA (www.unaids.org). Une traduction française paraîtra dans la *Revue canadienne VIH/sida et droit*, volume 8, numéro 3.

► [Haut de la page](#)

Un plan pour le Canada afin de réduire le stigmata et la discrimination liés au VIH/sida

Lors d'un atelier de deux jours organisé par le Réseau juridique en octobre, à Montréal, des représentants d'organismes communautaires, syndicaux et de la société civile de partout au Canada ont identifié des priorités et des buts pour réduire le stigmata et la discrimination liés au VIH/sida. En novembre, nous avons disséminé un Plan pour le Canada, pour commentaires. Entre janvier et mars 2004, ce Plan sera finalisé, puis rendu public. La promotion de la mise en œuvre des nombreuses recommandations du Plan, qui reflétera les priorités d'individus et d'organismes des quatre coins du pays, sera l'une de nos principales priorités en 2004.

► [Haut de la page](#)

Mobiliser les communautés pour agir contre le stigmata et la discrimination

Dans le numéro 11 des *Nouvelles du Réseau*, nous présentions notre projet d'un an visant à mobiliser les communautés pour agir contre le stigmata et la discrimination liés au VIH/sida et nous faisons appel à votre participation. Depuis, ce travail (complémentaire au Plan pour le Canada afin de réduire le stigmata et la discrimination) a progressé; dix-sept représentants d'organismes communautaires se réuniront à Montréal, du 30 janvier au 1^{er} février 2004, à l'occasion d'un atelier national de trois jours. Ils élaboreront des stratégies pour mobiliser leurs

(assis), Ralf Jürgens, Natalie Morin, Mélanie Paul-Hus; absents : René Lessard, Terry Gould).

► [Haut de la page](#)

À VENIR

Rencontre satellite sur les détenus, les personnes qui s'injectent des drogues, les droits humains et le droit

Bangkok, 9 juillet 2004

Comme à Durban et à Barcelone, le Réseau juridique tiendra une rencontre satellite d'un jour sur des questions pressantes d'ordre juridique et de droits humains liées au VIH/sida, juste avant la Conférence internationale sur le sida, à Bangkok. La rencontre est co-organisée par la Lawyers Collective HIV/AIDS Unit de l'Inde, l'International Harm Reduction Development et le Thai Network of Drug Users, et co-parrainée par l'ONUSIDA. Ceux qui prévoient aller à Bangkok et qui s'intéressent aux enjeux liés aux prisons, aux utilisateurs de drogue par injection et/ou aux droits humains devraient envisager d'y assister. Pour plus d'information, [cliquer ici](#), ou communiquer avec Elana Wright à ewright@aidslaw.ca.

L'assemblée générale annuelle du Réseau juridique canadien VIH/sida et ses ateliers d'accroissement des compétences à Montréal, du 10 au 12 septembre 2004.

Inscrivez ces dates à votre agenda ! Plus d'informations seront bientôt disponibles sur notre site Web ([cliquer ici](#)).

► [Haut de la page](#)

COMMENTAIRES ET RÉACTIONS

« Je profite de l'occasion pour remercier et féliciter [Richard Elliott], ainsi que le Réseau juridique (et MSF, et d'autres), pour votre leadership et votre clarté remarquables dans ce dossier crucial (amendement à la Loi sur les brevets). Continuez votre excellent travail! »

- D^{re} C. Nina

« Partager l'expertise de ce talentueux et dynamique groupe d'activistes est un apprentissage formidable. »

« Ce fut une rencontre exceptionnelle. Félicitations et merci beaucoup pour vos efforts qui en ont fait une si grande réussite. »

- Participants à la rencontre sur les microbicides, les traitements et les vaccins, Montréal (17-19 novembre 2003)

communautés à agir contre le stigmatisme et la discrimination. Pour la première fois, le Réseau a recours à un serveur de liste (« listserv ») spécifique, pour enrichir la participation à l'atelier. Par ce moyen, les participants partagent des expériences fructueuses en la matière, dans leur communauté, et ils se préparent à poursuivre leur collaboration lors de l'atelier. Pour plus d'information, [cliquez ici](#).

► [Haut de la page](#)

Impliquez-vous!

Le Réseau juridique réagit depuis 1992 à l'urgence de promouvoir les droits humains des personnes vivant avec le VIH/sida ou vulnérables à l'épidémie, au Canada et dans le monde, par la recherche, l'éducation et la défense des droits.

Pour devenir membre, communiquez avec nous par téléphone, courriel ou télécopieur (aux coordonnées ci-dessous), ou [cliquez ici](#).

Réseau juridique canadien VIH/sida

417 rue Saint-Pierre, bureau 408
Montréal (Québec) Canada H2Y 2M4

Tél. : 514-397-6828

Télec. : 514-397-8570

info@aidslaw.ca www.aidslaw.ca

► [Haut de la page](#)

Rédactrice en chef : Elana Wright

Webmestre : Mélanie Paul-Hus

Collaborateurs : Thomas Haig, Ralf Jürgens, Glenn Betteridge, Theo De Bruyn, Thomas Kerr, David Patterson, Richard Elliott

Financé par Santé Canada, dans le cadre de la Stratégie canadienne sur le VIH/sida.

Les conclusions, interprétations et opinions exprimées dans cette publication relèvent uniquement de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les politiques ou positions officielles de Santé Canada ou du Réseau juridique canadien VIH/sida.



La Stratégie
canadienne
sur le VIH/sida

► [Haut de la page](#)

► [Retour à la page d'accueil](#)